

CIBLE

BÉVUE

En décrivant, fin mai, François Mitterrand comme «un roi des Belges à la française», M. Jean-Claude Gaudin avait manifestement l'intention de nuire au président de la République. Cette polémique serait restée inaperçue si le président du groupe UDF n'avait injurié le chef de l'Etat d'un pays ami de la France, et révélé en même temps son ignorance.

«Roi des Belges», dans l'esprit de Gaudin, est synonyme de potiche couronnée, d'individu sans pouvoir et de faible légitimité. C'est oublier que Baudouin Ier est le garant de l'unité d'un pays divisé. C'est négliger son rôle dans l'activité diplomatique, dans la procédure législative, dans la résolution des crises ministérielles. C'est nier, enfin le lien affectif qui existe, dans toutes les monarchies contemporaines, entre le roi et son pays.

En somme, M. Gaudin a adressé à notre Président un fort bel hommage. Il n'est malheureusement pas de mise. Même si nous vivons depuis 1958 dans une «monarchie élective», le chef de l'Etat ne dispose ni de la légitimité historique, ni de la continuité politique, ni de la capacité arbitrale qui caractérisent les monarchies pleines et entières. Ah, M. Gaudin, si nous avions, au moins, l'équivalent du roi des Belges !

TRACAS

Jacques Chirac entre deux feux



Inquiétude

**L'avenir de la
Nouvelle-Calédonie**

(p. 3)

Perspective

**Le P.S.
va-t-il changer ?**

(p. 6-7)

Horticulture Récupération

Non ce n'est pas une rose, mais une plante carnivore !
MM. Nallet et Stirn ont été happés.

Le Parti socialiste vise les 40% de suffrages. En conséquence, il a décidé de « s'ouvrir ». S'ouvrir pour absorber et digérer tout ce qui est à sa portée, au lieu de laisser exister, à côté de lui, des personnalités et des groupes qui pourraient constituer l'autre pôle de la majorité présidentielle. M. Nallet est tombé dans ce piège lui qui, avant les élections, aurait pu, et dû, travailler au rassemblement des groupes non-socialistes favorables au Président de la République. Voici qu'il adhère au Parti socialiste, suivi, quelques jours plus tard, par M. Stirn.



■ Olivier Stirn

Ces deux adhésions constituent des redditions. Elles signifient que MM. Nallet et Stirn ne croient pas à la majorité présidentielle qu'ils étaient censés représenter devant les électeurs. Elles signifient que la volonté

hégémonique du P.S. est en train de l'emporter. Ce sera chose faite si le M.R.G. décide de se rallier à lui. Avec un Parti communiste réduit à peu de choses, avec un centre-gauche déserté, le P.S. pourra régner en maître quasi-absolu.

Dans sa frénésie récupératrice, le Parti socialiste oublie deux choses. La première est que son résultat inespéré du 16 mars est dû à l'engagement du Président de la République dans la campagne, plus qu'à sa propre capacité de mobilisation. La seconde est qu'un « candidat de gauche », élu ou réélu Président de la République, risque d'être gêné par le monolithisme socialiste qui l'empêchera, plus encore que par le passé, d'apparaître comme l'homme du rassemblement. Le soutien de plusieurs partis ou mouvements lui donneraient au contraire une plus grande liberté et plus de souplesse dans son action.

Mais le P.S. n'a jamais compris la nature de la fonction présidentielle. Il estime que la Présidence lui appartient. Il veut reconquérir le gouvernement. Donc être à lui tout seul l'Etat. Quand comprendra-t-il que ce désir constitue un paradoxe insoutenable, que cette attitude menace la cause qu'il entend servir ?

Yves LANDEVENNEC

Télévision Chasse aux sorcières

Au fil des petites phrases, les « libéraux » révèlent leurs véritables objectifs en matière de télévision.

Dans les mois qui suivirent l'arrivée de la Gauche, certains responsables socialistes, emportés par une ardeur sacrée, s'étaient spécialisés dans la petite phrase provocante et sectaire destinée à faire plaisir aux militants mais qui en disaient long sur leurs arrières-pensées. M. Mermaz, notamment, s'était fait une spécialité de ces excès verbaux et parvenait à faire perdre plusieurs dizaines de milliers de voix à la Gauche en une seule intervention.

La droite a aussi ses Mermaz. Et ses excès de langage sont équivalents à ceux de la Gauche, quelques grossièretés en plus. C'est ce que chacun a pu constater lorsque certains responsables de la nouvelle majorité ont voulu justifier la privatisation de la première chaîne de télévision. Ainsi Jacques Toubon n'a pu s'empêcher de vouer à la vindicte publique Michel Polac et Frédéric Mitterrand, coupables à ses yeux d'incarner l'intelligentsia parisienne. Le secrétaire général du R.P.R. ne doit pas regarder souvent TF1, sinon il saurait que les émissions qu'il incrimine bénéficient d'une excellente cote de popularité.

Mais la palme du sectarisme revient à Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au Tourisme. S'en prenant encore une fois à Michel Polac, accusé de « cracher sur la majorité », et à Hervé



■ François Léotard

Bourges, dénoncé comme socialiste, ce bouillant libéral a déclaré que le gouvernement avait privatisé TF1 « parce que c'est la télé la plus socialiste, la plus pourrie, économiquement et socialement ». Cette agression injustifiée sur le fond et scandaleuse dans la forme efface toutes les justifications idéologiques avancées a posteriori par M. Léotard. L'opinion publique, plutôt hostile à cette mesure, retiendra que le gouvernement procède avant tout à un règlement de comptes politique. L'image libérale de la nouvelle majorité se ternit à une vitesse étonnante.

Sylvie FERNOY

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Chasse aux sorcières - Récupération - p.3 : Nouvelle-Calédonie, l'avertissement - p.4 : Après Tchernobyl - p.5 : une régression consternante - p.6-7 Le P.S. va-t-il changer ? - p.8 : le paradoxe de Dispot - p.9 : Bernanos - p.10 : Stasi, témoignage - l'analyse de la grandeur - p.12 : la double contrainte.

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57

Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Nouvelle-Calédonie

L'avertissement

A leur arrivée aux affaires, M. Chirac et les siens ont trouvé la Nouvelle-Calédonie engagée par la loi du 23 août 1985, dans une réforme profonde dont ils ne pouvaient pas avoir sous-estimé la cohérence.

L'institution des régions, celle du Congrès territorial, la refonte progressive et contractuelle du statut des sols, l'alignement des lois sociales sur celles de métropole, la garantie arbitrale du Haut Commissaire de la République y créent les conditions d'une dynamique politique où même les dissidents ont accepté de s'insérer.

LES ENGAGEMENTS

Par trois fois ici (1), aux périodes les plus chaudes de la crise, nous avons tenté d'expliquer combien l'initiative présentée par Edgard Pisani servait exemplairement les intérêts de la France.

Résumons-nous :

1°) C'est la première fois que le cycle trop connu du conflit colonial, dégénérant en guerre d'indépendance révolutionnaire, a des chances d'être désamorcé au profit d'une émancipation concertée.

2°) C'est la première fois qu'un schéma de développement ménage une aussi large place à la spécificité des ethnies -y compris européennes- et un aussi large champ à leurs aspirations originales.

3°) C'est la première fois que la qualité des interlocuteurs aussi bien que les circonstances géopolitiques permettent d'envisager une autonomie maximale, et respecte simultanément le principe du maintien de la France en tant que puissance tutélaire.

On aurait pu croire que ces trois évidences clairement perçues primeraient dans la pensée et l'action des nouveaux gouvernants sur toute autre considération découlant de la conjoncture politique interne,

les promesses clientélistes ou les fantasmes récurrents de l'idéologie jacobine.

LE PARJURE

Bernard Pons a été chargé de nous infliger le démenti. En quelques ratures de plume, son avant-projet de loi-programme présenté au Conseil des Ministres du 14 mai (2) vide de son contenu l'autonomie de gestion des régions, de toute compétence active la fonction du Congrès, rend au Haut Commissaire la maîtrise des finances, et -par une impudence qu'on n'ose croire calculée tant elle est mesquine- abroge jusqu'à l'ordonnance relative au droit du travail qui appliquait enfin là-bas les règles régissant en métropole la protection des travailleurs.

Ce projet, dans son indigence, même aménagé et prudemment atténué, ne mériterait pas un examen critique. Sans perspective autre que la régression, il vise, ni plus ni moins, à bloquer toute évolution et ne peut avoir pour conséquence que de ranimer le bon vieux conflit colonial, dans la brutalité stérile dont l'analyse marxiste dresse le parfait schéma.

On croyait donc à tort cette dialectique meurtrière dépassée ? On croyait donc à tort la France mûrie par ses échecs et prête à surmonter la barrière exigüe de son chauvinisme corporatiste ? On croyait donc à tort le concept d'appartenance à la Nation libéré du garde-à-vous et autres vexations de cour de caserne ? On croyait donc à tort la patrie rétablie dans sa vocation à l'universel ?

Pour la satisfaction éphémère et formelle d'une petite caste, pour honorer les dettes de jeu d'une bordée électorale, voici couru le risque d'être, pour la enième fois parjure des engagements pris, et donc responsables d'affrontements sans issue.



■ La satisfaction à Nouméa ne doit pas empêcher d'entendre l'inquiétude du reste de l'île.

La raison mise en avant par le « patriotisme » est simple : le statut Pisani-Fabius aurait pour aboutissement l'indépendance, donc l'aliénation d'une terre de la République contre la volonté de la majorité loyaliste.

Cet argument n'a d'autre efficacité que d'ôter à l'opinion publique l'occasion de dépasser des lieux communs presque aussi dangereux à terme que le *Blut und Boden* de tragique mémoire.

AVERTISSEMENT

Il faudrait au contraire le courage de convenir que toute nation -et l'on ne craignait pas sous le sceptre de France, de parler de « nations » picarde ou provençale- cherche légitimement son plus haut degré d'identité et revendique à ce titre les moyens de sa liberté - c'est à dire de sa plus viable autonomie.

Que cette recherche ait pris, par la violence contraire des impérialismes, les traits paroxystiques de « l'indépendantisme » est justement un trait de la pathologie qu'une saine politique doit guérir. Et l'unique remède est d'accompagner l'émancipation jusqu'au point d'équilibre où elle peut d'elle-même contracter les liens d'une interdépendance consentie.

Cette royale perspective est celle que Bernard Pons médiocrement saccage sous nos yeux. Le Président de la République sait qu'il a reçu mission de s'y opposer, mais avec la seule arme formelle d'un recours au Conseil Constitutionnel, il ne pourra trancher du fond de la question.

On voudrait qu'il reste encore à Jacques Chirac la liberté de se ressaisir en prouvant que la tradition politique dont il se réclame ne se résume pas en un dépôt de gerbe annuel sur une tombe.

Luc de GOUSTINE

(1) Cf « Royaliste » numéros 420, 423, 427.

(2) « Le Monde » des 16 et 23 mai 1986.

Après Tchernobyl

Réfléchir pour organiser

Les réactions françaises après l'accident de Tchernobyl ont été très différentes de celles enregistrées dans les autres pays. Carence de l'information fournie à la population ou maturité particulière des Français ? Les deux causes en fait sont sans doute mêlées et doivent nous amener à nous poser quelques questions essentielles.

Dans la déclaration commune des sept grands réunis en sommet à Tokyo, on peut lire à propos du nucléaire, «chaque pays est responsable de la transmission rapide d'une information détaillée et complète sur les alertes et les accidents nucléaires, en particulier ceux qui sont susceptibles d'avoir des conséquences par delà les frontières. Chacun de nos pays accepte ces responsabilités et nous demandons instamment au gouvernement de l'Union soviétique, qui ne l'a pas fait dans le cas de Tchernobyl, de fournir d'urgence une telle information». Y-aurait-il de la part de la France co-signataire de cette résolution, un double langage : exhortation à la vérité au-delà de ses frontières et rétention de l'information au sein de l'hexagone ?

Le gouvernement français n'a pas dans cette affaire, été très prolixe. C'est le moins que l'on puisse dire. Une semaine après la catastrophe, le S.C.P.R.I. (Service central pour la prévention des rayonnements ionisants) n'avait toujours pas rendu public les relevés effectués sur notre territoire. Solidarité entre Etats par-delà les idéologies ? Retour aux vieux réflexes paranoïaques des années 70 ?

La France est le pays le plus nucléarisé du monde et 50% de l'électricité produite est d'origine nucléaire. De plus il y a autour du nucléaire, tant civil que militaire un large consensus. Partant de ces deux constats, il aurait été bon, pour affermir le consensus et montrer que le

gouvernement assumait ses responsabilités, de jouer franc-jeu, de traiter nos concitoyens en personnes majeures et donc de publier toutes les informations à la disposition des organismes spécialisés. Faute de supprimer les risques de retombées radio-actives, on aurait répondu à l'attente et à l'inquiétude légitime des Français. Au lieu de cela, le gouvernement s'est réfugié dans le mutisme le plus complet (1), et laissé la situation pourrir. Ce qui, comme dans l'affaire Greenpeace a suscité des réactions «excessives» comme dirait Chirac, de la part de la presse (cf. les révélations du Canard Enchaîné à propos de la centrale de Bugey en 1984, et les deux scénarios catastrophes imaginés par Libération et Paris-Match).

Historiquement, en France le nucléaire (tant civil que militaire) a toujours été entouré du plus grand secret et subi de nombreuses pressions. Sous la IVème République, il s'agissait pour les ingénieurs et techniciens de mettre la recherche à l'abri de l'instabilité gouvernementale. Ainsi ont-ils pris une grande indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics à qui ils ont très souvent imposé leurs vues (2). Avec l'avènement de la Vème, il fallait préserver les secrets militaires et protéger l'atome contre la contestation tous azimuts. Aujourd'hui, alors que le nucléaire est accepté par presque tous, il serait nécessaire de le protéger contre lui-même et sa mauvaise réputation.

C'est du moins ce que pensent nos gouvernants qui ont choisi

de garder le silence (pire, de mentir) à propos du survol de notre territoire par le nuage radioactif de Tchernobyl, pour que ne soient pas remis en cause les essais nucléaires français dans le Pacifique, ni diminué l'excédent de notre balance commerciale agro-alimentaire et que reste garanti notre approvisionnement en électricité. Ceux-ci auraient voulu discréditer le nucléaire qu'ils n'auraient pas agi différemment.

Il est temps d'en finir avec ces procédés mesquins. Il ne faut pas confondre consensus et tromperie.

Patrice LE ROUE

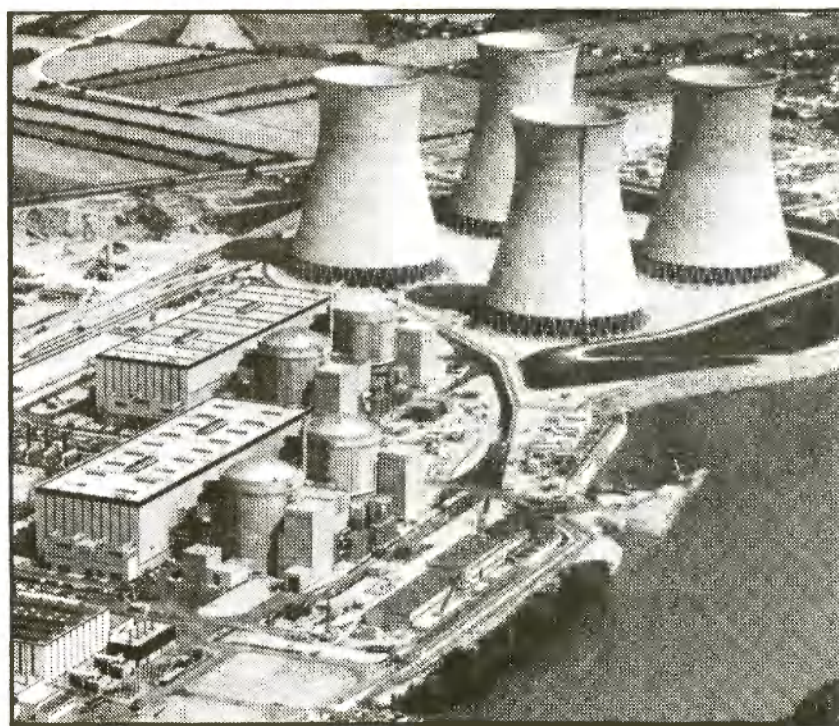
(1) Le gouvernement Fabius n'aurait probablement pas fait mieux. C'est d'ailleurs Hugues Bouchardeau qui déclarait au cours d'une réunion du groupe socialiste de l'Assemblée nationale : «si nous avions encore été au gouvernement, moi, ministre de l'Environnement on m'aurait demandé de me taire», se référant à l'attitude de Fabius au moment du naufrage du cargo «Le Mont Louis».

(2) Le professeur Pellerin dirige le S.C.P.R.I. depuis 30 ans. Quel ministre peut se prévaloir d'une telle longévité ?

«**T**out homme de gouvernement à Paris comme à Moscou, à Londres comme à Berlin ou à Rome, ne saurait avoir désormais qu'une pensée, qu'une politique, qu'un but : il s'agit d'organiser la peur.»

Le terme, utilisé ironiquement par Bernanos au «Figaro» du 16 avril 1932 à l'encontre du «briandisme», paraît convenir à merveille pour décrire le sommet de Tokyo et ses résolutions à l'encontre tant des attentats que des radiations. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Sept, sans en avoir peut-être une pleine conscience, ont tenté de canaliser la peur, de la diriger qui vers la Libye qui vers la Syrie qui vers l'U.R.S.S. et les pays du COMECON (1).

Or cette peur, dont une des manifestations est la fuite en avant, a d'abord pour effet de paralyser. Frappés de cataplexie les touristes américains impuissants à quitter les aéroports vers l'Orient, Europe incluse, ou les Allemands de l'Ouest retenus



■ La centrale de Bugey victime en 1984 d'un incident sérieux.

le risque

de sortir de chez eux et presque de manger.

Ces réactions ont valeur de référendum. L'U.R.S.S. n'a pas eu le temps de pousser son avantage après les échecs spatiaux successifs de Challenger, Titan et autres Delta qui ont atteint la crédibilité de la guerre des étoiles. Mais les Etats-Unis se sont vite aperçus qu'ils ne pourraient pas tirer beaucoup de profit de Tchernobyl. Si les Soviétiques se sont révélés vulnérables à ce genre de situations, les Américains n'y échappent pas et les Européens moins encore... à l'exception des Français, et ce pour au moins trois bonnes raisons.

TROIS RAISONS

Ces réactions à l'accident de Tchernobyl ont mis en évidence certains dysfonctionnements des systèmes fédéraux : en U.R.S.S. entre l'Ukraine et Moscou, mais aussi en R.F.A. L'installation des euro-missiles stratégiques était une affaire, nationale unitaire. La défense civile, elle, implique les Lander. Chacun a tiré à hue et à dia; la chancellerie fédérale a eu bien du mal à reprendre les rênes de l'attelage. On l'avait presque oublié : l'Allemagne est fédérale. Si la France est « seule sereine » comme semble le regretter « le Monde », c'est aussi qu'elle bénéficie en ce domaine d'une autre structure politique.

Une seconde raison est que la France s'est délibérément dotée d'une force nucléaire de dissuasion indépendante, laquelle me paraît renforcée par la difficile digestion de l'accident par les Soviétiques. Les promoteurs de cette défense nucléaire sous la Vème République se sont adressés à la population en adultes. C'est faute de l'avoir fait ailleurs qu'on a, comme on dit, « infantilisé les masses » et qu'on s'est ainsi rendu vulnérable à la résurgence des grandes peurs primitives.

C'est enfin le fait d'avoir très tôt conçu et engagé le développement du nucléaire civil. La « sérénité » chez les pays qui, comme la France, possèdent le plus fort taux d'électricité produite par l'énergie nucléaire contraste avec l'accident survenu précisément là où le taux est le plus faible (10%), où l'on a accumulé le plus de retard et où l'on a voulu « pousser » pour le rattraper (telle l'extension de Tchernobyl). En U.R.S.S. s'est ainsi créé un hiatus maximum entre le nucléaire militaire et civil qui n'existe pas chez nous.

Plutôt qu'organiser la peur, il faut organiser le risque. Aux Etats-Unis comme en U.R.S.S., à la faveur des accidents technologiques, on se rend compte que lorsque les civils, les gouvernants, n'incarnent plus les idées de sagesse, de raison, de mesure, de justice, ce sont les professionnels, les ingénieurs comme ceux de la N.A.S.A., les militaires de carrière (2) ou les policiers spécialistes de la lutte anti-terroriste, qui sont empêchés de travailler selon les règles de leur spécialité, leur code de déontologie. La peur, comme l'a montré Ferrero, commence là où finit l'autorité légitime.

Yves LAMARCK

(1) Caviar, escargots, cuisses de grenouilles, viande de cheval ou de sanglier justifiaient-ils les interminables réunions européennes ? On doutera de la procédure suivie. Mais comment se fait-il que l'exclusion de la R.D.A. du périmètre de ces « sanctions » soit apparemment passée sans débat ?

(2) Cf. « le Monde diplomatique » de mai : « Ardeur des civils, prudence du Pentagone » d'Eric Alterman, qui renverse plusieurs idées reçues sur les relations entre politiques et militaires.



Pasqua

Une régression consternante

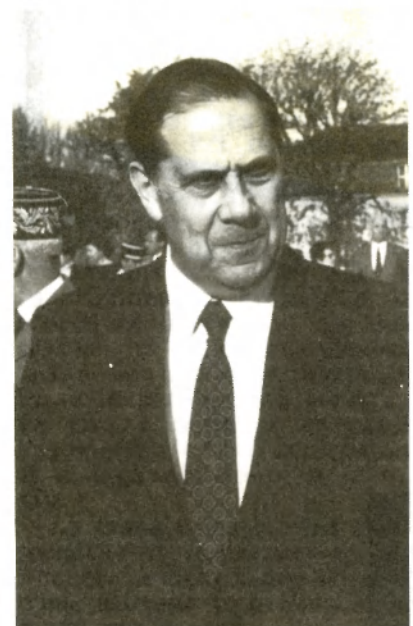
Le retour au scrutin majoritaire compromet l'apaisement du débat politique.

C'est malheureusement vrai à droite comme à gauche. A peine parvenu au pouvoir, le parti dominant agit en fonction de son dogme et au mieux de ses intérêts à court terme, sans réfléchir aux conséquences des réformes qu'il décide d'opérer. Le débat (avorté) sur le mode de scrutin est significatif de cette attitude. Il est évident que le R.P.R. s'est empressé de mettre en oeuvre le retour au système majoritaire pour une raison doctrinale (ce mode de scrutin serait un des piliers de la Vème République) et pour assurer à long terme l'hégémonie de la Droite sous la direction de la formation chiraquienne.

On dira que c'est de bonne guerre, les socialistes ayant choisi la proportionnelle pour sauver un certain nombre de leurs sièges. Mais les calculs partisans n'interdisent pas une réflexion plus approfondie sur les conséquences des modes de scrutin. Sans faire de cette question un article de foi, nous avons montré, il y a deux ans, que la proportionnelle présentait un certain nombre d'avantages, tout en regrettant un certain nombre de modalités techniques. L'expérience du 16 mars nous a conforté dans cette opinion. C'est un fait que le système alors choisi a contribué à l'apaisement du débat politique sans engendrer les effets pervers qui étaient annoncés sur le plan institutionnel. D'une part, il n'y a pas eu émiettement de la représentation nationale et une majorité parlementaire a pu se constituer normalement. D'autre part, comme l'a montré Jean-Marie Colombani dans un excellent article du « Monde » (1), ce système a certainement permis la coexistence. Il a donc eu un effet « civilisateur » sur la vie politique française, et il était légitime d'espérer que ce phénomène se confirme au fil du temps.

Le choix du scrutin majoritaire

marquera au contraire le retour à une pure logique d'affrontement, à un manichéisme auquel il y avait chance d'échapper. Par voie de conséquence, l'alternance paisible sera rendue beaucoup plus difficile. Le scrutin majoritaire n'est donc pas ce « pilier » de la Vème République dont on déplorait en termes si émouvants la disparition. En outre, le découpage des



■ Charles Pasqua

circonscriptions a été réalisé de façon parfaitement anti-démocratique, puisqu'il a été laissé à la discrétion du ministre de l'Intérieur qui, n'en doutons pas, a fait prévaloir les intérêts de son parti. Par souci politique, le R.P.R. risque de rallumer la guerre civile froide. C'est une régression consternante.

Annette DELRANCK

(1) Le Monde du 21 mai 1986.

Le parti socialiste va-t-il changer ?

Tous les dirigeants socialistes sont d'accord; le P.S. doit changer. Même Jean Poperen, le sourcilieux gardien de la doctrine, le souhaite et en appelle à un «grand nettoyage de printemps». Cinq années d'exercice du pouvoir ont forcément transformé un parti resté depuis un quart de siècle dans l'opposition. Et cette épreuve, au-delà de toute attente, aura renforcé le P.S., passant de 25,8% au premier tour des présidentielles de 81 à près de 32% aux dernières législatives. Il faut donc que les socialistes ajustent leurs textes et leur stratégie à cette réalité nouvelle. Mais Jean Poperen prévient : «Si tout le monde est d'accord pour dépoussiérer, on n'a pas tous la même conception des poussières.» A la veille de leur Convention nationale sur la modernisation du P.S., les dirigeants socialistes, toutes tendances confondues, partagent au moins deux certitudes :

-la «culture de gouvernement» qu'ils ont acquise, doit désormais inspirer leurs actes et favoriser à moyen terme leur retour aux affaires. Terminés la fonction revendicatrice et le syndrome de l'échec.

-l'Union de la Gauche, fusée porteuse de la décennie précédente, a joué son rôle et s'est «désagrégée». Il faut au P.S. une nouvelle rampe de lancement.

Le grand débat qui s'ouvre est d'abord idéologique. Le Parti socialiste a réalisé ses thèmes rassembleurs des années 70 : nationalisations, décentralisation, imposition des grandes fortunes, abolition de la peine de mort. Les lignes maîtresses de son projet ont épuisé leur pertinence et ne correspondent plus aux interrogations et aux aspirations actuelles. Le Programme commun a été rédigé en période de croissance économique. C'est donc la Gauche toute-entière qui est frappée d'«archaïsme», y compris celle qui popularisa l'expression. Paul Quilès, qui n'est pas modéré-

ment socialiste (voir le Congrès de Valence), a montré de doigt les chênes à abattre : la rupture avec le capitalisme, l'autogestion, le «front de classe». C'est-à-dire les fondations théoriques du Parti socialiste, élaborées à Epinay en 1971. Pierre Mauroy souhaite d'ailleurs que le Parti s'achemine vers un Epinay nouvelle manière, en fait déjà considérablement avancé : l'«économie mixte» défendue par François Mitterrand n'a plus grand chose à voir avec l'anticapitalisme originel; l'autogestion, concept confus et pratique introuvable, n'enthousiasme plus aujourd'hui que Jacques Delors et le Parti communiste. Quant au «front de classe», Marie-Noëlle Liennemans, néo-rocadienne, lui préfère un rassemblement «interclassiste», où l'appartenance de classe s'effacerait devant l'adhésion à des valeurs politiques et morales.

Bref, le P.S. veut en finir avec une certaine vulgate marxiste qui imprègne sa «déclaration de principes». En finir avec la référence communiste, puisque l'influence intellectuelle du P.C.F. a cessé d'irradier la Gauche. Dans son dernier ouvrage, Gilles Martinet (1), homme de gauche s'il en est, rapporte l'histoire tumultueuse de sa famille politique, dont nous retiendrons deux conclusions :

-la Gauche ne mènera à bien sa «révision» idéologique que si elle s'interroge sur le système pervers et meurtrier engendré par le communisme, dont la matrice n'est autre que le jacobinisme français. Martinet estime que la Gauche a posé l'essentiel de son message avant 1793, et qu'elle doit se défaire aujourd'hui de la protubérance monstrueuse qui apparaît à cette date. Le basculement est de taille, lorsqu'on sait que de Clemenceau, Jaurès, Blum à la Gauche actuelle, la Révolution française fut toujours considérée comme un «bloc», avec Robespierre pour sommet.

-la Gauche de 1986 ne peut plus être dépositaire d'une



idéologie. Les batailles politiques du moment n'opposent plus des «projets de société», mais des «valeurs». Celles de la Gauche seront toujours la liberté, l'égalité et la fraternité.

Ainsi le P.S., qui a la charge historique de représenter l'ensemble de la Gauche, doit retourner à ses sources vives pour mieux préparer l'avenir, s'appuyer sur quelques principes clairs et puissants qui fassent éclater les sédimentations idéologiques. Il devra assumer l'héritage dans sa diversité, dont la chronologie nous rappelle les riches heures : 1789 et les Droits de l'Homme, 1936 et les droits collectifs des travailleurs, 1945 et une certaine idée de l'Etat et de la Nation, 1968 et l'aspiration à «changer la vie».

Le travail de la modernité au sein des sociétés occidentales fait que l'idéologie est de plus en plus une affaire individuelle, et non plus le levier capable de soulever les masses. Les dernières mobilisations n'ont pas eu lieu autour d'une conception de l'Homme et de la société, mais à partir de réalités concrètes et de propositions précises (mouvement pour l'école privée, S.O.S. Racisme). L'idéal républicain prôné par Jean-Pierre Chevènement a donc peu de chances de susciter l'enthousiasme, malgré sa grandeur et sa générosité.

Conscient des enjeux des prochains mois, le patron du P.S., Lionel Jospin, favorise la

Les 28 et 29 juin, le Parti Socialiste va réunir une Convention nationale consacrée à sa modernisation et à son élargissement. L'enjeu est considérable : le P.S. s'achemine vers une véritable révision idéologique et vers une transformation de ses structures.

confrontation des idées. « Nous sommes décidés (...) à revoir un certain nombre de nos textes fondamentaux » déclare-t-il à France-Inter, le 24 mars dernier. Mais peu de socialistes osent reconnaître à haute voix l'issue probable de cette mutation : un Bad-Godesberg à la française.

La recomposition du Parti socialiste brouille les clivages entre « courants de pensée ». La ligne de partage ne passe plus entre Rocard et Chevènement, que rien d'essentiel ne sépare vraiment. Le C.E.R.E.S. a donné au P.S. sa culture marxiste et le



lyrisme de l'Union de la Gauche. Il se saborde aujourd'hui, pour renaître sous les traits de « Socialisme et République ». Motchane est ses amis ne trahissent pas : au contraire, ils font retour aux racines de leur national-bolchevisme, à la tradition jacobine. Michel Rocard, lui, cultivait sa « différence ». La Gauche « nouvelle » et « moderne » qu'il s'efforçait d'incarner campait aux marges du Parti. Laurent Fabius aura dévalué la « deuxième Gauche » en reprenant son image. Les rocardiens ne veulent plus jouer les francs-tireurs; ils se situent désormais au « centre » du P.S. Les autres courants n'échappent pas à la métamorphose : les mauroyistes s'interrogent sur l'attitude à l'égard du P.C.F. Chez les Méditerranéens, Jean Poperen a lancé le « mouvement du 23 mars », date à laquelle le numéro 2 du P.S. s'est fixé de défendre et d'approfondir « la vraie Gauche ».



Mais l'effervescence des idées dépasse largement le cadre même renoué des « courants ». Le phénomène était annoncé l'an dernier avec l'apparition des « transcourants » et de leur club Démocratie 2000. Depuis le 16 mars, des responsables socialistes de toutes tendances se réunissent en des cercles souvent informels, où se rencontrent les anciens ministres de Gauche en quête de projet d'avenir. Les réflexions fusent, les expériences confrontées, une nouvelle génération s'affirme, toute empreinte de culture gouvernementale, celle d'Henri Nallet, de Georgina Dufoix et de Michel Delebarre. Les propositions les plus originales en faveur d'une modernisation du P.S. surgiront de ces réseaux aux travaux fructueux.

En attendant, les leaders traditionnels restent aux postes de commande. Les « présidentiables », comme on les appelle, soignent leur image de marque et installent des structures parallèles au P.S., à la manière de Rocard : Laurent Fabius et son club « Solidarités modernes », Chevènement avec « République moderne » (décidément) et quelques autres, dont Mauroy, qui se contentent simplement, mais non moins fébrilement, d'un secrétariat parisien. Il y a ceux, pas vraiment présidentiables, qui cultivent leur popularité acquise au gouvernement et s'adressent à des publics bien ciblés : Charles Hernu et son G.E.R.M.E.S. à destination des militaires, Jack

Lang et les clubs Zénith en direction des créateurs. La campagne de l'ancien ministre de la Culture, « Allons z'idées », vise à recréer la mouvance des « intellectuels de Gauche » qui avait éclaté ces dernières années. Il y a enfin les clubs qui ne roulent officiellement pour personne : ils sont une douzaine à se fédérer dans l'association Ici et Maintenant, présidée par Françoise Castro, des plus rétros (la Mémoire courte) aux plus branchés (les Gays pour les Libertés).

L'une des tâches de la Convention nationale de fin juin sera de tirer profit des liens inédits qui se tissent entre les personnalités socialistes et certains secteurs de la société française. A partir de quoi le P.S. pourra organiser sagement et efficacement la nébuleuse de clubs qui l'entoure. Après tout, le Parti socialiste d'Epinay n'est pas né autrement.

Parvenu à 32% et avec un P.C.F. en voie de marginalisation, le P.S. cherche à élargir son assise électorale, politique et sociologique, pour rassembler toute la gauche et bien au-delà. Avec pour prochain cap les 40%. Vers qui le P.S. peut-il s'élargir ? D'abord vers l'électorat communiste, demeuré profondément unitaire, et dont beaucoup fuit le P.C. pour se réfugier dans l'abstention. Il y a là un potentiel électoral important, qu'Henri Fizbin, député communiste apparenté P.S., aura la difficile mission de faire exister. Huguette Bouchardeau, plus modestement, pourra entraîner au P.S. une partie des restes de l'électorat écolo-alternatif. Dès avant le 16 mars, Jacques Salvator et ses amis du P.S.U. intégraient le P.S. L'ouverture doit également s'effectuer vers le centre-gauche, créneau très large où l'on retrouve radicaux, démocrates-chrétiens et gaullistes de gauche. L'échec de la liste E.R.E. aux Européennes de 1984 a sonné le glas d'un centre-gauche ayant une réalité électorale et politique autonome. Au M.R.G., nombreux sont ceux qui souhaitent rejoindre le P.S. et en finir avec des aventures minoritaires sans issue. L'adhésion d'Olivier Stirn au P.S. et sa nomination comme délégué national par Lionel Jospin participent de ce mouvement. Il semble donc que l'élargissement du P.S. se fera par l'intégration progressive et souple des familles politiques minoritaires qui jugent positives les cinq années de gouvernement de la Gauche et qui soutiennent le

Président de la République. Certains socialistes craignent que le P.S. y perde son âme et devienne un vaste fourre-tout, à la façon du Parti travailliste anglais. A moins qu'ils redoutent la transformation des structures qu'entraînera inmanquablement l'arrivée au P.S. de tendances communiste et centriste.

Le P.S. réalisera pleinement sa modernisation s'il réussit à élargir sa base sociologique et à ne plus recruter presque uniquement dans la petite et la moyenne bourgeoisie. Il devra rénover fortement le militantisme politique traditionnel et mettre en place de nouvelles structures, sur le mode associatif, pour fixer et fidéliser ses sympathisants. Car il y a disproportion entre le nombre d'électeurs socialistes et le nombre d'adhérents. Un mouvement social-démocrate n'existe que s'il est puissamment enraciné dans la population. Déjà, dans plusieurs départements, des associations regroupant des sympathisants socialistes, des hommes et des femmes de gauche, ont vu le jour. Les statuts du P.S. prévoient que des « organismes associés » puissent se relier très librement aux structures locales du Parti. C'est sans doute par ce biais que le P.S. conduira son élargissement et sa modernisation. Un proche du Président de la République l'a rappelé dans un article cinglant (2) : les fédérations socialistes ont un fonctionnement archaïque, la procédure d'adhésion est dissuasive, les cotisations élevées, la fonction militante rebutante. Et cette personnalité anonyme va jusqu'à remettre en cause l'appellation « Parti socialiste » et le logo « le poing et la rose » !

La transformation du Parti socialiste ne va pas sans risques d'échec. Le danger proviendrait d'une attitude trop timorée ou d'une exacerbation des ambitions personnelles. Pour le moment, les circonstances sont favorables à la modernisation : le P.S. devenu premier parti de France est suffisamment fort pour une évolution en profondeur, le retour au scrutin majoritaire et la proximité des échéances électorales le pousse dans cette direction.

Emmanuel MOUSSET

(1) Gilles Martinet - « Cassandre et les tueurs » Grasset 1986

(2) Article de Montbercet - « Le Monde » 29/04/86 - « Moderniser et ouvrir ? Chiche ! »

Modernité

Le paradoxe de Dispot

Aux beaux paradoxes qui font la joie des logiciens et des philosophes, il faut désormais ajouter celui que Laurent Dispot place au fondement de sa morale de la modernité.

Pour être absolument modernes, soyez résolument archaïques. Tel est le conseil de Laurent Dispot, qui semble nous placer devant une double contrainte, intolérable et affolante. Pour comprendre en quoi cette contradiction apparente est un paradoxe fécond, il faut se souvenir que le mot *archaïque* n'est pas synonyme de passéiste ou de vieillot. L'archaïque est, selon l'étymologie, ce qui se trouve à l'origine et au principe des choses, il est ce qui commence et commande.

Oublier l'archaïque, faire table rase du passé, est le contraire de l'esprit vraiment moderne, qui a la passion du présent et le souci de l'avenir. Tel est le cas du *moderniste*, être abstrait, c'est-à-dire séparé de tout, qui se dit réaliste et futuriste mais vit dans la méconnaissance de ce qui l'entoure. Ainsi Michel Rocard dénonçant avant 1981 l'archaïsme de Mitterrand, et qui se voit démenti en peu de temps par trois faits majeurs : la victoire de Mitterrand, l'élection de Jean-Paul II, la révolution de Khomeiny. A la légèreté du moderniste, homme de fiches et de « marketing », Laurent Dispot oppose deux figures de la modernité artistique et politique : Picasso, qui fut selon lui le seul jeune de Mai 1968, et Juan Carlos qui fonde, dans l'archaïque, la démocratie moderne en Espagne.

Juan Carlos plus moderne que Rocard ? Les lecteurs de « Royaliste » ne seront pas surpris. Mais la France plus moderne que le Japon ? Il suffit, pour s'en convaincre, de ne pas oublier le statut inférieur de la femme japonaise et l'exclusion de quatre millions de *Burakumin*, qui sont traités comme les Intouchables en Inde. Le Japon n'est pas archaïque et moderne, mais moderniste et passéiste.

Voilà qui dérange nombre d'idées reçues. Mais nous n'en sommes qu'au début d'un extraordinaire travail de retour sur l'origine. Le retour (*nostos* en grec) sur -et non à- nos origines est l'itinéraire symbolique indispensable pour qui veut, comme dans la cure psychanalytique, guérir de la maladie du modernisme et des fantasmes qui rendent les peuples fous. On ne résume pas un tel itinéraire. Il faut le refaire, point par point, en compagnie du docteur Dispot, qui nous entraîne, avec son savoir souriant, sur les chemins de l'art, de l'histoire, de la religion, de la langue.

Connaître l'histoire, c'est se débarrasser du passéisme, et liquider le fantasme de l'enracinement. Connaître la religion,

c'est en finir avec les mysticismes de paccotille qui empoisonnent notre époque, avec les simplismes qui alimentent les propagandes de droite et de gauche. Moraliste moderne,



Laurent Dispot entend nous délivrer de toutes les escroqueries qui se fondent sur l'exploitation de notre désarroi. Parce que nous sommes séparés de l'archaïque, nous cherchons à combler la nostalgie que nous en avons par les attitudes les plus perverses, par les illusions les plus funestes, qui accélèrent les processus de destruction et d'angoisse. Fantôme de pureté raciale, alors que nous sommes mélange. Désir de retour à la nature, alors que l'homme, pour vivre, n'a cessé de l'aménager, de la transformer, de la maîtriser. Désir d'être maître de son corps, alors qu'on le conçoit comme une usine...

Lire Dispot, c'est faire en quelques heures une cure de santé et d'intelligence.

B. LA RICHARDAIS

Laurent Dispot - Manifeste archaïque - Grasset 1986. Prix franco 120F.

La monarchie nécessaire

« J e crois qu'un jour, la monarchie s'imposera par nécessité. Elle devra être le seul arbitre possible reconnu par l'ensemble des Français ». Telle est la conviction du comte de Paris, qu'il a exprimée le 24 mai dans un entretien accordé au *Figaro-*



Magazine.

Cette nécessité, le Prince n'entend évidemment pas l'imposer lui-même, mais faire en sorte qu'elle devienne évidente aux yeux des Français. « Si j'étais élu, précise le chef de la Maison de France, je resterais président jusqu'à la fin du septennat pour permettre aux Français de juger. Je veux leur donner des raisons d'espérer une évolution sociale et économique. Je leur laisserais le choix d'installer un système monarchique aménagé pour tenir compte des exigences de notre époque. Le suffrage universel, seul, pourrait consacrer le retour de la monarchie en France. L'accord populaire est loin d'être contraire à cette tradition. Il est même conforme aux exigences capétiennes : le sacre, lui-même, rappelait la nécessaire adhésion du peuple authentifiée par l'Eglise. »

Après avoir précisé la voie démocratique vers une instauration de la monarchie, le Prince a rapidement esquissé son projet : « L'Etat doit retrouver son rôle fondamental qui est d'être le serviteur de la société et d'assurer la sécurité en veillant sur la paix civile. Deux siècles après une révolution qui promettait la liberté, l'égalité et la fraternité, il me semble que notre société est encore bien éloignée de cet idéal. Si les libertés publiques sont assurées, ce sont l'inégalité, la violence, l'absence de solidarité et l'assistanat qui caractérisent les rapports sociaux (...) »

Le comte de Paris, qui prépare activement la célébration du millénaire de la France, a indiqué qu'il veillait personnellement à l'éducation politique des princes Jean et Eudes « en leur apprenant qu'un prince doit justifier son rang par les services rendus ».

Georges Bernanos par Jean-Loup Bernanos

Gérard Leclerc



Cette grande et magnifique biographie de Bernanos par son fils est une belle surprise, du moins pour moi qui ne m'y attendais pas. Voilà un texte vivant, certes, bourré de documents, d'inédits, de souvenirs personnels et familiaux, un monument de piété filiale en même temps qu'un chant d'amour. Mais c'est aussi désormais un ouvrage de référence qui empêchera le premier venu de dire n'importe quoi. Jean-Loup Bernanos, qui depuis plus de vingt ans s'occupe avec efficacité de l'œuvre de son père, disposait d'une documentation incomparable dont il a fait le meilleur usage. Il me semble que les plus mordus des bernanosiens y apprendront beaucoup de choses alors qu'ils croyaient tout connaître. Quant aux autres, ceux en particulier qui en sont aux découvertes, ils apprendront tout d'un seul coup. Il y a grande chance que l'auteur du *Journal d'un curé de campagne* ne les quitte plus de toute leur vie, comme il n'a plus quitté tel adolescent dont je me souviens.

Bernanos avait donc un ancêtre de qui tenir ! Ce Jean Bernanos mort au combat en juin 1696 à Saint-Domingue, d'une bravoure sans pareille, appartenait à la dernière génération des flibustiers. « *Son nom apparaît pour la première fois en 1640 dans le mémoire sur Saint-Domingue adressé au secrétaire d'Etat à la Marine, Jean-Baptiste Colbert, marquis de Seignelay, par le gouverneur de l'île, Pierre-Paul Tarin de Cussy : « A mon arrivée, j'apprends que le capitaine Bernanos était parti depuis trois mois, avec quatre bâtiments, pour aller faire descente au golfe de Paria. »* Il fallait ressusciter cet ancêtre, pour comprendre qu'il y a des traditions familiales d'honneur qui se poursuivent mystérieusement entre générations et qui peuvent alimenter des rêves de bravoure et d'aventure. Ainsi s'éclaire ce côté irréductible de Bernanos, qui ne résume pas sa personnalité mais explique la façon dont il mena jusqu'au bout son existence. Des combats du Quartier latin au sein des Camelots du Roi, avec la petite troupe des « hommes de guerre » jusqu'au départ au Brésil et même au-delà lorsqu'à quelques mois de sa mort il parcourt le désert tunisien à moto, c'est l'homme farouchement libre, toujours projeté en avant qui poursuit son rêve, guidé par les étoiles de ses fidélités.

Le projet de coup d'Etat au Portugal

A propos d'aventure, j'ai été très heureux de trouver sous la plume de Jean-Loup quelques détails sur l'expédition projetée par les hommes de guerre pour ramener la monarchie au Portugal en 1912 et qui leur valut de passer en conseil de discipline devant le comité directeur d'Action française. Il y a trois ans, à Lisbonne, j'avais parlé de cet épisode à nos amis royalistes portugais sans être malheureusement capable de leur donner des références sûres. L'affaire est des plus sérieuses, puisqu'elle fut envisagée en liaison avec l'amiral Coutinho et le comte Salhandra de Gama, représentants de la famille royale. Un coup de main était prévu sur la flotte dans la rade de Lisbonne, conjugué avec une action en Angola. Une révolution devait éclater à l'intérieur du pays, appuyée par des renforts venus de France ! Sans doute les archives portugaises devraient-elles étayer ces données solides.

J'admire la prodigieuse volonté de ce Bernanos infirme (à la suite d'un accident de moto) qui n'en décide pas moins de partir avec sa famille et ses amis Bénier dans une expédition au cœur du Brésil pour visiter un domaine où il pense s'établir. « *La route n'est qu'une espèce de piste cabossée, tracée à travers bois et taillis, qu'il faut constamment débarrasser d'une végétation toujours prête à l'effacer. Elle mène au fleuve Paracabre, que nous traversons sur un radeau fait de planches amarrées sur des pirogues faisant office de flotteurs.* » Un

essieu du camion ayant cédé il faut poursuivre la route à cheval, passer la nuit à la belle étoile, arriver enfin à cette fazenda de 20.000 hectares ! Si Bernanos renonce à s'y installer, c'est que la signature du pacte germano-soviétique annonce la tempête sur le vieux continent et lui impose de se rapprocher des villes pour mieux s'informer de la situation et réagir avec les moyens du bord.

Jean-Loup, benjamin des six enfants Bernanos (3 garçons, 3 filles) est à ce moment tout jeune. L'expérience brésilienne le marquera profondément à l'école de ce père qu'il perdra alors qu'il aura quinze ans. Ce n'est pas n'importe quel témoin qui parle ! Personne n'aurait pu mieux saisir de l'intérieur et avec le cœur, ce périple inséparable d'une œuvre qui se dessine aux alentours de la maison de Fressin, ce domaine de l'enfance et de l'adolescence où sont apparus les Donissan, les Mouchette, Chantal, son cher curé de campagne du *Journal*, et tant d'autres... J'aime la façon dont il parle de sa mère, née Jeanne Talbert d'Arc pour lui rendre justice et aussi de ses frères et sœurs. On ne peut pas dire que malgré toutes les attentions de la Providence, la famille Bernanos ait été épargnée. Nous revivons la façon cruelle dont l'écrivain fut traité par son éditeur, pour assurer la subsistance des siens. A ce souci lancinant du lendemain s'ajoutent toutes les autres épreuves, physiques et morales. Et elles se prolongeront après le 5 juillet 1948 !

Un homme libre pour des hommes libres

La vie et l'œuvre dans le cas de l'auteur des *Grands Cimetières* sont inséparables. Pas une page qu'il n'ait tirée du plus profond de lui-même, pas une qu'il n'ait littéralement arrachée à sa vie intérieure et à sa vie tout court. On voit mal comment un tel univers aurait surgi de la tête d'un homme qui aurait vécu indifféremment de ce qui propulse ses héros dans l'abîme et la sainteté. Aussi ne s'étonne-t-on pas d'apprendre que cet homme « *était encore plus grand que son œuvre, et le plus humain des hommes.* »

Ces quelques premières réactions à une biographie que je ne me donnerai pas le ridicule de résumer, ne sauraient rendre compte de tout ce que peut remuer en moi l'itinéraire d'un écrivain qui est aussi un spirituel, un politique. Les seules relations avec Maurras et l'Action française demanderaient un long article. Je préfère en terminant m'interroger sur ce qu'il y a de continu, d'inaliénable dans les convictions politiques de cet homme libre. Jean de Fabrègues au lendemain de la guerre a été témoin d'une colère mémorable de Bernanos face à des journalistes américains venus l'interroger sur la démocratie. « *Mon pauvre petit*, dit-il à Fabrègues, *je vous présente le dernier défenseur de la démocratie en péril.* » Et, se retournant vers les Américains effarés : *Mais je n'ai pas changé, c'est la démocratie qui nous a assassinés. Les totalitarismes sont les fils de la démocratie. J'emmerde la démocratie.* » Propos incompréhensibles outre-atlantique, scandaleux et même inaudibles aujourd'hui, mais qui font réfléchir. Ce n'est pas de mettre la liberté au pinacle, que Bernanos reproche aux démocraties, mais de l'avoir affadée en lui enlevant toute sève. Les régimes de liberté ne sont rien sans des hommes libres qui savent la mériter. Et elle-même n'est rien en dehors de ce qui fait le prix de la vie, de la grande aventure où les hommes font leur salut, pourvu qu'ils se vouent à la douce pitié de Dieu.

Merci à Jean-Loup Bernanos de tenir ferme aujourd'hui la barre de la maison Bernanos !

Gérard LECLERC

Jean-Loup Bernanos - « *Georges Bernanos à la merci des passants* » - Plon.
Prix franco : 170 F.

15^{ème} Anniversaire

Bernard Stasi

Ma ligne éthique est de toujours rechercher la part de vérité qui est chez l'autre, même si je n'intègre pas, dans mon combat politique, les choix contingents qu'elle lui inspire. C'est donc sans complexe, et même avec satisfaction, que le républicain ardent que je suis admet ses convergences avec les royalistes fidèles que vous êtes.

Deux valeurs, au moins, appartiennent à notre patrimoine politique commun.

La première est de sentir et de vivre l'idée nationale dans une approche sociale, affective et ouverte. Pour nous, la France a une âme. Dans un temps où les comportements privilégient un retour à la primauté des individus, il est important, sans rien réduire de la dignité fondamentale des personnes, de savoir redire ce qui les accomplit dans la réalité plus vaste d'une nation.

J'ajoute que nous partageons l'identique certitude que cette âme de la France est assez forte et assez vivante pour savoir se confronter à la réalité d'un monde changeant et s'enrichir sans relâche du dialogue avec des cultures différenciées. Nous croyons donc, ensemble, en une France passionnée de mouvement, de progrès, de défis. Ensemble, nous refusons une France repliée frileusement sur elle-même, crispée dans la nostalgie, tremblant devant l'avenir.

La seconde valeur relève de notre volonté de spécifier la communauté nationale en la personnifiant. De fait, notre époque a besoin de signes et nos concitoyens d'un vécu d'appartenance. Les exemples venus d'ailleurs nous le confirment.

Les 60 ans d'Elisabeth II ont traduit à nouveau le besoin fondamental du peuple britannique d'exister dans une dimension à la fois symbolique et mystérieuse, qui achève les formes séculaires de sa démocratie. L'opinion sait ce que la renaissance récente de cette dernière en Espagne doit au

charisme arbitral d'un Juan Carlos, et l'autorité morale qu'il incarne désormais dans son pays va très au-delà de ses strictes prérogatives constitutionnelles.

Sous d'autres latitudes, et dans l'originalité d'une tradition pourtant fort étrangère à notre entendement occidental, il n'est jusqu'au lointain Japon qui ne nous redise, avec le 60^{ème} anniversaire de l'avènement d'Hiro Hito, la force d'une idée impériale, à la fois centre et fondement de la nation.

Même si, par sensibilité historique, je ressens davantage pour la France l'exigence d'exprimer la communauté nationale à travers le symbole de la République, je partage avec vous un identique et vibrant attachement à la personne France.



En définitive, la communion sur ces deux valeurs me laisse la conviction qu'au-delà des images, ce qui nous relie est plus fort que ce qui nous distingue.

Aussi, en ce 15^{ème} anniversaire de votre journal, je forme des vœux très cordiaux pour que cette publication continue à faire entendre une voix forte et dont les accents apportent une note originale et nécessaire dans la vie de la Nation.

Bernard STASI
Ancien ministre, député de la Marne, maire d'Epernay, président du Conseil Régional de Champagne-Ardenne.

Gaullisme

Analyse de la grandeur

Sous le titre « Une politique de grandeur », Philip G. Cerny publie un intéressant ouvrage consacré aux « aspects idéologiques de la politique extérieure de De Gaulle », par ailleurs préfacé par Michel Jobert.

L'ancien ministre des Affaires étrangères a raison de souligner que les auteurs étrangers bénéficient de plus de recul, par rapport à un tel personnage. Pourtant, s'il est rare de voir un anglo-saxon comprendre aussi bien la politique gaullienne, P.G. Cerny, né à New-York, a fait également des études à Manchester ainsi qu'à Paris, et l'on sent qu'il est au fait des problèmes européens.

Ce que l'auteur appelle « l'équation personnelle » du Général et les « bases philosophiques » du gaullisme constituent probablement la contribution la plus importante de son livre. Cerny saisit parfaitement combien le milieu de culture, de tradition, de royalisme dans lequel naît De Gaulle a contribué à lui donner le sentiment de la dignité de la France et de la nécessité de dépasser les clivages du moment. Dans cette partie également, le point de vue d'un étranger nous est précieux car, selon lui, l'idéologie et la pratique de De Gaulle sont marquées par des caractéristiques culturelles propres à la société française. Ainsi, du goût français pour la prouesse qui est « par dessus tout la découverte de l'harmonie préétablie, plutôt que le fait d'imposer une volonté personnelle ». Ainsi, du sens de la mesure, « partie intégrante de la pensée française classique ».

Bien que « l'Analyse de la grandeur » soit essentiellement consacrée à la politique étrangère, cela n'exclue pas quelques incursions notables en politique intérieure. Là encore, Cerny voit juste lorsqu'il insiste sur le fait que l'intérêt général, placé au-dessus des partis, est au centre des idées gaulliennes :

« l'analyse de De Gaulle va droit au cœur du dilemme de la Démocratie » ; et encore : « le chef (...) doit posséder un double caractère. Il doit être à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du contexte social ». Bien vu.

L'une des principales thèses défendues dans le livre est que, au risque de la résumer de façon caricaturale, la politique étrangère a surtout été pour le Général un moyen de politique intérieure. Bien sûr, au fil des pages ce jugement s'infléchit et l'exposé détaillé de la décolonisation, de la crise de l'O.T.A.N., de la force nucléaire stratégique, de la reconnaissance de la Chine, de l'attitude vis-à-vis de la C.E.E. ou du tiers-monde... montre que Cerny a parfaitement compris la cohérence d'une diplomatie qui visait à pratiquer une brèche dans la politique des blocs. Mais lorsqu'il écrit que « (...) le véritable critère n'était pas la réussite extérieure ; l'épreuve de vérité était en fait l'impact intérieur », on peut penser que l'affirmation manque de nuances.

Pourtant P.G. Cerny reconnaît à De Gaulle le mérite d'avoir pressenti le rôle de l'Etat-Nation dans le monde contemporain et il a sans doute raison d'insister sur le fait que la politique extérieure a permis à l'homme d'Etat de constituer une synthèse des courants de la société française.

Son grand mérite est en outre d'avoir compris combien « la France ne peut être la France sans la grandeur. »

Alain SOLARI

Philip G. Cerny - Une politique de grandeur - Ed. Flammarion - Prix franco 130F.

Joie Des lecteurs heureux !

L'ESSENTIEL ET LE CONTINGENT

Compliments pour le numéro du 15^e anniversaire, excellente manière de tirer parti d'une date sans tomber dans l'inauguration de chrysanthèmes. N'étant pas démangé de la plume, je ne vous fais pas régulièrement part de mes réactions à la lecture de «Royaliste» ... je n'en suis pas moins avec intérêt la grande diversité des thèmes traités et des angles d'attaque. Avec agacement aussi, parfois, lorsque vous semblez vous marquer de façon simpliste aux côtés d'une gauche classique ou historique au moins aussi figée que la droite du même nom. Mais ceci n'est que l'accessoire, le contingent, sans doute volonté de non-conformisme ... L'essentiel, à l'opposé des propos d'Edgar Morin, est ce que vous illustrez et défendez sans faiblir à longueur d'année : Le Roi.

J.V.(Dijon)

VOTRE JOURNAL EST GENIAL !

Je vous remercie au nom de tous mes amis pour les journaux que vous m'avez envoyés pour argumenter l'exposé et compléter le dossier que nous avions à faire dans ma classe. Les thèmes en sont variés, vos textes sont écrits dans une langue claire, donc sont accessibles à tous, c'est ce qui les rend à la fois intéressants et agréables à lire.(...) J'ai réalisé ce dossier sans parti pris -en effet je ne partage pas les mêmes opinions politiques que vous- mais je tiens à préciser que malgré ceci, nous avons trouvé votre journal «génial» pour employer le vocabulaire de mes amis du lycée.

K.R. lycéenne (Nord)

Pour 20 F, le LYS ROUGE n°30
vous dévoilera tous ses secrets ... Commandez-le !

Aux mercredis Une brillante fin de trimestre

PRIX DE L'ACADEMIE

L'ouvrage «La fin du Parti royaliste» que nous avons édité vient d'être distingué par l'Académie Française et se voit attribuer un prix. Nous adressons à son auteur, Marc Desaubiaux, nos plus vives félicitations pour cette distinction qui récompense à la fois ses qualités d'historien et son talent d'écrivain.

Rappelons que cet ouvrage comble une lacune dans l'histoire du royalisme. Il étudie avec précision la période charnière (1889-1890) qui marque la fin des espérances électorales des royalistes du siècle dernier.

«La fin du Parti royaliste» - Prix franco 108 F -Commandes au journal.

Monsieur de Charette a dit ...

Le «Théâtre régional des pays de Loire - Jean Guichard» donnera cet été 22 représentations d'une pièce spécialement écrite à son intention par Marcel Jullian : «Monsieur de Charette a dit ...». Cette évocation du chevalier François Athanase de Charette, mêle, comme dans les complaintes des veillées, les adversaires irréductibles de naguère, Blancs et Bleus, jeunesse la plus vaillante de leur temps, les faisant «revivre, dans les chemins creux, au hasard des caches, dans les nuits de bal avant l'assaut et dans les âpres combats de l'aube océane ...».

La tournée sillonnera le Pays de Loire, d'Angers à l'Océan, du 1^{er} juillet au 13 août selon un itinéraire dont le détail peut être obtenu auprès du Théâtre des Pays de Loire - Jean Guichard », Maison des Arts, 26 rue Montaigne, 49100 Angers (tel.41.88.54.90).

MERCREDIS DE LA N.A.R.

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 18 F).

Mercredi 4 juin. Historien, mais aussi conteur de talent, Claude DUNETON a écrit récemment «Petit Louis dit XIV». Il viendra non seulement nous donner le récit de la naissance et des premières années du Roi-soleil mais également restituer pour nous l'ambiance d'une époque.

Mercredi 11 juin. Il y aura juste un an que la programmation à la télévision du film de

Mosco sur l'affaire Manouchian soulevait de violentes polémiques. A cette occasion on a pu se rendre compte combien le rôle qu'a joué le Parti communiste, était ambigu. **Philippe ROBRIEUX**, qui est sans conteste le meilleur spécialiste de l'histoire du Parti, vient de consacrer un livre à cet épisode tragique : «L'Affaire Manouchian, vie et mort d'un héros communiste». Il viendra nous présenter cet ouvrage avec le talent et la conviction que nous lui connaissons.

Mercredi 18 juin. Qui aurait été plus qualifié que Jean-Loup BERNANOS pour faire revivre dans une biographie vivante et instructive la personnalité de Georges Bernanos ? Voilà qui est enfin chose faite, et la publication de «Georges Bernanos à la merci des passants» nous offre désormais un ouvrage de référence riche d'inédits, de documents et de souvenirs personnels qui comblera d'aise les véritables bernanosiens et fera découvrir à ceux qui ne le connaissent pas encore, l'auteur de «la grande peur des bien-pensants». Jean-Loup Bernanos viendra nous faire partager son amour filial.

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

NOM/Prénom :

Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part :

- Un abonnement d'essai de trois mois à "ROYALISTE"
- Un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris
- Le dernier livre de Bertrand Renouvin "La république au roi dormant"
- Une brochure "Connaissez vous les royalistes d'aujourd'hui?"
- Une documentation complète sur la NAR et ses publications

le tout d'une valeur de 180 F pour 90 F seulement

Règlement à l'ordre de "Royaliste", 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, CCP 18 104 06 N Paris

La double contrainte



Tout en soulignant la nécessité de la coexistence, pour le pays et pour l'Etat, j'avais montré, il y a un mois, ses limites. De fait, nous sommes en train de les atteindre, et beaucoup plus vite que prévu. Est-ce la faute des hommes qui devraient avoir pour tâche de la mener à bien ? Ce serait abusif de le prétendre. Il existe une logique institutionnelle qui les pousse, sinon au crime, du moins aux fautes répétées. Au lieu d'être recherchée pour elle-même, la coexistence s'inscrit dans une rivalité politique qui la fait considérer comme une parenthèse. Dès lors, le souci de la stabilité de l'Etat et de la continuité de la politique du pays passe au second plan, derrière la volonté de conquête ou de conservation du pouvoir.

Dans ce schéma d'ensemble, il serait erroné de déduire une stricte égalité des rivaux, tant du point de vue de la fonction qu'ils exercent que de leur place dans la compétition. Dans notre «monarchie élective», il est aujourd'hui évident que le Président de la République se trouve dans une situation privilégiée, qui lui permet de dépasser la rivalité qui l'oppose à son Premier ministre. François Mitterrand est l'arbitre désigné par la Constitution et reconnu par une majorité de Français beaucoup plus large qu'avant le 16 mars. Même s'il envisage l'échéance présidentielle, même s'il souhaite que sa fonction continue d'être exercée par un représentant de sa tradition politique, il peut éviter, presque jusqu'au terme, de se comporter en candidat ou en agent électoral d'un héritier désigné.

ERREURS

La situation de Jacques Chirac est très différente et beaucoup plus inconfortable. Certes, il dispose d'un pouvoir politique et technique très important. Mais il subit, dans sa gestion de Premier ministre et dans sa stratégie de candidat déclaré, une double contrainte à laquelle il ne peut répondre par une attitude

rectiligne. D'une part, il doit agir vite pour conquérir l'opinion et marginaliser les éventuels candidats de son propre camp. D'autre part, la présence de François Mitterrand l'oblige à une certaine prudence, puisque celui qui provoquerait la crise en supporterait les frais. Pour échapper à cette contradiction, il faudrait que Jacques Chirac bénéficie d'un large soutien politique, social et psychologique. Or sa majorité parlementaire est aussi fragile que divisée, et il doit la contraindre par le recours aux ordonnances puis la forcer par la procédure de l'article 49.3. Or le patronat, malgré les cadeaux reçus, ne sort pas de son attentisme et les chances d'une embellie économique s'estompent de jour en jour. Or les premières grandes réformes, qu'il s'agisse de la privatisation de TF1 ou du droit de licenciement, ont jeté le trouble au sein du gouvernement et pris à rebours une large fraction de l'opinion, déjà agacée par des mesures trop manifestement clientélistes...

D'où la fébrilité du Premier ministre, qui charge sur tous les fronts et accumule des fautes qui viennent s'ajouter aux imprudences et aux provocations de ministres qu'il ne parvient pas à contrôler. Soumis à la double contrainte que j'évoquais, poussé par ses ultras, pressé par le temps, Jacques Chirac néglige les leçons de sa propre expérience comme celles qu'il aurait dû tirer de l'attitude des socialistes en 1981. Tel est le cas sur le plan diplomatique : alors que son inutile voyage à Tokyo aurait dû l'inciter à la sagesse, il se déclare à nouveau partisan de l'I.D.S., compromettant ainsi la crédibilité de la diplomatie française et incitant ses partenaires et adversaires à approfondir la faille qu'il a ouverte. Tel est le cas dans le domaine de l'information, où Jacques Chirac et ses amis tiennent un discours menaçant et insultant qui ressemble fort à celui de certains socialistes avant et pendant le congrès de Valence, en oubliant que leurs déclarations sectaires avaient mis fin à «l'état de grâce».

Il reste, pour redresser cette situation fort compromise, le discours sécuritaire et les mesures qui s'en inspirent. Mais, pour avoir trop joué les fiers-à-bras, les responsables de la sécurité sont à la merci d'une vague d'attentats sanglants et de «bavures» policières. La déception, en ce domaine, serait à la mesure des espoirs abusivement entretenus.

RETARD

Ce n'est pas faire preuve d'esprit partisan que de souligner ces erreurs, ces carences et ces risques. Tantôt dans l'opposition, tantôt au gouvernement, une droite moderne pourrait jouer un rôle positif si elle se dotait d'un projet cohérent, fondé sur une analyse sérieuse de la société française. Sans doute Jacques Chirac a-t-il été contraint d'accepter la situation inconfortable dans laquelle il se trouve. Mais il la dominerait mieux et servirait plus sûrement l'Etat s'il savait mesurer la nature et les conséquences des changements intervenus en France depuis quelques années. Si Jacques Chirac regardait la télévision, il s'apercevrait que l'information ne reflète plus des choix partisans, mais obéit à la loi du spectacle. Si Jacques Chirac se promenait dans les rues, et regardait les modes et les comportements, il constaterait que les Français sont trop épris de liberté individuelle pour supporter longtemps les tracasseries policières. S'il observait ses électeurs et ses militants, il constaterait que ses partisans sont tout aussi rebelles que les autres citoyens à la propagande grossière, à la manipulation et à l'embrièglement.

En somme, si le Premier ministre et son gouvernement piétinent, hésitent et se trompent à ce point dans leurs méthodes et dans le choix de leurs cibles, c'est qu'ils sont en retard, d'une décennie au moins, sur leur temps.

Bertrand RENOUVIN